

répondre au chemin de fer Intercolonial, qui voulait lui confier une commande importante, qu'ils ne pouvaient pas l'exécuter. Une autre commande importante leur était offerte, ils furent cette fois encore obligés de la refuser, et déclarèrent qu'ils avaient en main plus d'ouvrage qu'ils ne pourraient en faire en trois mois. J'ai aussi lu que la *Massey Manufacturing Company* de Toronto, qui n'emploie pas moins de 2,200 ouvriers, a fait de si bonnes affaires durant la dernière année, qu'elle a cru devoir et a donné volontairement et de son propre mouvement, une augmentation de salaire de 10 pour cent à ses employés. Je puis me tromper, Mr. l'Orateur, mais je ne me rappelle pas avoir entendu parler d'aucun événement de cette nature durant les dix-huit années de la "glorieuse politique nationale".

Il existe d'autres signes de la prospérité du Canada. Par exemple, il y a plus d'argent de déposé dans les caisses d'épargne et autres banques du pays; des capitaux plus considérables que l'on cherche à placer à des taux d'intérêt moins élevés. Nos compagnies de placements ont fait d'excellentes affaires cette année, et leurs rapports démontrent qu'elles ont pu disposer facilement des terrains qu'elles avaient en main,—preuve évidente que la valeur de la propriété augmente au Canada. Le commerce de gros et de détail est aussi dans un état satisfaisant; la classe ouvrière souffre moins; il est admis que les faillites sont moins nombreuses au Canada qu'elles ne l'étaient auparavant, et occasionnent des pertes moins considérables; enfin, les chemins de fer eux-mêmes ont vu augmenter le chiffre de leurs affaires. Depuis mon arrivée à Ottawa, on a placé sur mon bureau un rapport de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, dans lequel je constate que les recettes de ce chemin de fer, qui, il y a deux ans, s'élevaient à environ huit millions, se sont élevées, l'année dernière, à dix millions et demi, ce qui constitue une augmentation de deux millions et demi en deux ans. Je crois que les autres compagnies de chemin de fer du pays pourraient dire la même chose. Je sais que dans l'île du Prince-Edouard, il y a une augmentation remarquable dans les recettes du chemin de fer de cette province durant l'année dernière. Tous ces faits démontrent que la prospérité dont jouit actuellement notre pays n'est pas limitée à une seule localité ou à une seule province du Canada, mais s'étend de l'Atlantique au Pacifique.

Il y a dans le discours du Trône un autre passage qui mérite plus qu'une simple mention de ma part. Je veux parler de notre immigration. C'est avec plaisir que j'ai lu, il y a quelque temps, un rapport publié par le gouvernement impérial, dans lequel il est dit que l'émigration vers les autres pays, à part le Canada, avait augmenté dans une proportion de 1 à 10 pour cent, tandis que, quant à ce qui concerne le Canada, l'émigra-

tion vers ce dernier pays avait été de 20 pour cent plus considérable que durant les années précédentes. Ces chiffres, à mon avis, parlent par eux-mêmes. J'ai aussi remarqué, d'après les rapports publiés dans les journaux, que depuis quelques années, l'émigration de nos compatriotes aux États-Unis va sans cesse en diminuant. Ce que je viens de dire est surtout vrai dans la province de Québec, où des familles entières, et je pourrais dire des villages entiers, reviennent des États-Unis, et où le rapatriement a remplacé l'émigration. La même chose peut se dire, paraît-il, de certaines régions des Territoires du Nord-Ouest. Je constate avec plaisir, d'après les rapports des ventes des terrains publics par la Compagnie du Chemin de fer Canadien du Pacifique, que la vente de ces terres aux colons a été deux ou trois fois plus considérable cette année que durant les années précédentes. Il en a été de même des terrains ou *homesteads* vendus par le gouvernement. Un immense courant d'immigration s'est aussi dirigé vers la Colombie Anglaise.

Nous voyons des villes et des villages sortir de terre comme par enchantement dans les districts miniers, et le long des voies ferrées de cette province, et je suis persuadé que le prochain recensement de 1901 sera de nature à modifier le position que la Colombie Anglaise occupe parmi les autres provinces de la Confédération, et l'on constatera alors qu'elle doit prendre rang après les provinces de Québec et d'Ontario, et devenir la troisième province du Canada, tant par sa population que par sa richesse. J'ai aussi remarqué avec un grand plaisir que durant l'année dernière, les colons qui sont venus s'établir au Canada ont emporté avec eux des effets pour une valeur de \$2,225,000, contrairement à ce qui avait toujours eu lieu sous l'administration précédente. Ces chiffres parlent par eux-mêmes, et ils démontrent plus éloquemment que je ne pourrais le faire, qu'un courant d'immigration sérieuse est maintenant établi vers notre pays. Sous le régime de la politique nationale, je me rappelle les plaintes qui étaient faites relativement à l'émigration de nos compatriotes. Nous avions l'habitude de dépenser des millions de dollars pour amener des immigrants dans ce pays; et une fois rendus ici, nous constatons qu'ils ne faisaient qu'un séjour passager en Canada, puis au bout d'un certain temps, véritables Arabes, ils replaient leurs tentes et s'éloignaient silencieusement. Ils s'en allaient ailleurs, et ordinairement prenaient la route des États-Unis d'Amérique. Voilà quel était l'état de choses existant dans notre pays à cette époque; et une fois que les rapports sur le recensement furent produits, leurs chiffres implacables permirent de constater qu'à l'expiration de ces dix dernières années, nous avions perdu non seulement tous les immigrants venus au Canada, mais en plus, près de la moitié de l'augmentation annuelle de notre population.